

Gérard Piel : « Le maire a un bilan dur à défendre »

Le Front de Gauche pourrait s'appeler celui du refus : « Nous refusons les ghettos pour riches du Cap d'Antibes ou du quai des Milliardaires, la paupérisation des quartiers entiers à Juan-les-Pins, dans la vieille ville, l'abandon des écoles vétustes qui attendent depuis des années une rénovation, la privatisation du littoral en particulier au Cap d'Antibes, la politique du tout-voiture, des parkings au tarif exorbitant, le déclin programmé du commerce et de l'artisanat alors que les grandes surfaces continuent de se développer ».

Hier soir, à la salle du 8-Mai, devant une centaine de personnes, la liste « La Gauche et l'écologie », conduite par Gérard Piel tenait un grand meeting à dix jours du premier tour.

Un ennemi et des adversaires

L'occasion pour la tête de liste d'évoquer ses concurren-



Intervenant après Jonathan Schwartz (responsable syndical national d'une grande entreprise de Sophia-Antipolis), Garance Vallat (étudiante), représentant le Parti de Gauche, Daniel Alati, animateur de la Gauche Anticapitaliste, syndicaliste, longtemps directeur des Finances à la ville d'Antibes, et Cécile Dumas, responsable nationale du PCF, conseillère municipale et communautaire, Gérard Piel a détaillé son programme devant une assistance qui l'a écouté avec attention.

(Photos R.P.)

rents. Un « ennemi », en la personne de Lionel Tivoli : « Nous n'avons pas besoin de l'extrême-droite dans notre ville. La liste du FN affaiblit la démocratie et le vivre-ensemble ». Des « adversaires » que sont Michèle Muratore et Jean Leonetti. La première, « qui a bien du courage d'être parrainée par Marc Daunis et

de porter les couleurs du gouvernement ». Le second, « ancien ministre de Sarkozy », qui a un « bilan dur à défendre ». Et l'actuel conseiller municipal d'égrener des chiffres : « La ville a perdu 576 habitants entre 2006 et 2011, essentiellement des jeunes, en couple, qui ne peuvent pas se



loger à cause de la cherté des loyers. Un enfant sur trois vit dans une famille en situation de pauvreté. 220 demandes de place en crèche n'ont pas été honorées. La commune paye une amende annuelle de 900 000€ à cause du manque de logement social ». Pour convaincre les électeurs, la liste s'appuie sur

des propositions « immédiatement réalisables », rappelées hier soir par son leader. Quinze idées parmi lesquelles « réserver le foncier disponible pour la construction de logements sociaux, la gratuité pour tous des transports en commun de la Casa, un tarif de 50 centimes par demi-journée pour le station-

nement résidentiel des habitants et salariés, organiser le libre accès sur la totalité du littoral et la mise en place d'une filière complète de gestion et de tri des déchets pour réduire fortement les volumes brûlés à l'usine d'incinération ».

RODOLPHE PETÉ
rpete@nicematin.fr